Épigraphie grecque et géographie historique du monde hellénique

Denis Rousset

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2943>

DOI : 10.4000/ashp.2943

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2019

Pagination : 113-122

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Denis Rousset, « Épigraphie grecque et géographie historique du monde hellénique », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 150 | 2019, mis en ligne le 11 juin 2019, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2943> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2943>

ÉPIGRAPHIE GRECQUE ET GÉOGRAPHIE HISTORIQUE DU MONDE HELLÉNIQUE

Directeur d'études : M. Denis ROUSSET

Programme de l'année 2017-2018 : I. *Histoire et institutions des cités d'Ionie aux époques classique et hellénistique : Milet (suite)*. — II. *Inscriptions nouvelles ou révisées d'Asie Mineure hellénistique et impériale*.

Après l'introduction, où l'on a rappelé l'objet des conférences, l'histoire des cités grecques de l'époque archaïque à l'époque impériale fondée entre autres sur la documentation locale, c'est-à-dire les inscriptions et les sources archéologiques (topographie et prospections), histoire articulée sur une géographie rétrospective qui est à la fois politique, humaine et économique, on a illustré ces thèmes, pour une époque certes en grande partie antérieure à celles que traitent la plupart de ces conférences, en présentant le livre de J. Zurbach, *Les hommes, la terre et la dette en Grèce, c. 1400-c. 500 a.C.* (2017). Ce livre revendique comme méthode de faire reposer « l'étude synthétique (...) sur des analyses de détail et un recensement des sources aussi exhaustif que possible » ; « cela évite les analyses générales perlées d'exemples isolés » (p. 16). Juste position par rapport aux tendances historiographiques actuelles ! L'historien antiquisant, surtout celui de la Grèce, a certes d'une part l'infortune d'avoir relativement peu de sources par rapport à ses collègues férus de périodes plus récentes, mais d'autre part la capacité et également le devoir de traiter – et également de publier – exhaustivement les sources dont il dispose. Le livre de J. Zurbach en est une excellente illustration, qui a pour objet l'histoire des systèmes fonciers en Égée et dans les sociétés grecques, mondes coloniaux compris, entre le ^{xiv}^e et la première moitié du ^v^e s. Il y a là une série de synthèses régionales qui mettent en œuvre les résultats des prospections et les textes des auteurs et des inscriptions afférentes de Crète, de Grèce centrale et de Chypre notamment. Ainsi est-il possible de mesurer, suivant les régions et sans illusion ni diachronique ni « diatopique », ce qui n'a pas changé et ce qui a changé – et à quel rythme – en près de 10 siècles, par exemple sur la question de l'appropriation des terres communes, sur la possible naissance durant cette période de la propriété privée, sur l'histoire des communautés rurales.

I. *Histoire et institutions des cités d'Ionie : Milet hellénistique*

On a repris l'histoire de Milet en dressant d'abord le tableau du territoire de la cité et de ses relations internationales à la charnière entre ⁱⁱⁱ^e et ⁱⁱ^e s. (voir *Annuaire. EPHE. Section des Sciences historiques et philologiques* 149 (2016-2017) [2018], 96-97). Parmi les documents milésiens du début du ⁱⁱ^e s., on a choisi cette année d'étudier le triptyque formé par les traités conclus par Milet avec ses voisins immédiates, Pidasa, Héraclée du Latmos et Magnésie du Méandre, joyaux de l'épigraphie hellénistique.

Pour le traité de sympolitie entre Milet et Pidasa, *Milet I 3. Das Delphinion* (1914), n° 149, on a commencé par rectifier quelques erreurs de traduction ou d'interprétation dans des recueils français et dans J. LaBuff, *Polis Expansion and Elite Power in Hellenistic Karia* (2016), n° III. On a discuté la question de la date, en étudiant la chronologie, relative et absolue, des quatre éponymes Pasiclès, Philidas, Apollon et Ménandros, série qui ressort de la combinaison des indications de cette inscription et du décret relatif à l'accord entre Milet et Héraclée du Latmos (cf. ci-après) ; les deux textes sont en fait séparés de 2 ans et 2 mois environ. D'après les études de R. M. Errington et M. Wörle, la convention avec Pidasa devrait dater de février 187 ou février 186 av. J.-C., suivant ainsi de peu la paix d'Apamée et les décisions prises dans la région par les Romains. On a examiné la mention des *stratègoi* (l. 38) et d'autre part les conséquences probables d'un conflit local récent, en filigrane dans le document. On a étudié la nature et le degré d'intégration future des Pidaséens dans la cité de Milet, à partir des dispositions fiscales qui devaient permettre une assimilation à la fois progressive et partielle, mais non pas totale, des Pidaséens aux Milésiens. Il nous a semblé possible de préciser les termes de l'analyse de L. Migeotte, qui, après un article en 2001 (dans A. Bresson, R. Descat [éd.], *Les cités d'Asie Mineure occidentale au II^e siècle a.C.* [2001], particulièrement p. 135), est revenu récemment sur ce texte (*Les finances des cités grecques* [2014], 240) : il n'y a pas d'impôt direct sur la fortune immobilière, mais sur les seuls biens mobiliers (troupeaux et ruches – pas de mention d'esclaves, notons-le) et également sur les productions des terres, que ce soient les propriétés privées ou bien les terres sacrées et celles du *dèmos*, deux catégories de terres dont l'exploitation était ouverte aux particuliers (l. 28-33) : l'imposition frappait donc moins la « fortune », du moins immobilière, que ses productions, qu'elles fussent annuelles ou qu'elles vinsent suivant un rythme plus lent. D'autre part, les Pidaséens reçoivent certes la citoyenneté milésienne, mais ne seront pas répartis dans les tribus de Milet ; ils formeront sans doute à l'avenir un dème de Milet tout en demeurant à Pidasa, gardant également leurs cultes poliades. En effet, à l'exception d'une centaine de familles réfugiées à Milet, les Pidaséens continueront à habiter leur ville (maintenant sûrement identifiée par l'inscription publiée en 2015 ; voir *Annuaire. EPHE. Section des Sciences historiques et philologiques* 148 (2015-2016) [2017], 93 ; *Bull.* 2016, 438) et leur territoire. Cependant, ils paraissent devoir être à l'avenir dépourvus de magistrats – du moins la convention ne les mentionne-t-elle pas – et également de toute armée, comme de toute personnalité juridique internationale dans leurs relations avec leurs potentiels adversaires.

On a ensuite étudié le décret proposant un traité et une convention d'isopolitie entre Milet et Héraclée du Latmos, *Milet I 3. Das Delphinion* (1914), n° 150. Après l'examen de la date (voir ci-dessus), probablement 184 ou 183, on a discuté la nature et la composition du document, dont le préambule contenant un apparent doublon avait troublé Wilamowitz, point qui fut finalement expliqué par H. Müller. D'autre part, le texte est non pas un décret suivi d'un traité ou même un décret contenant un traité, comme on l'a écrit, mais bel et bien dans sa totalité un décret, qui contient sous forme de propositions les clauses du traité. On a commenté : la nature de la guerre ayant précédemment opposé Milet à Héraclée du Latmos, conflit qui n'est peut-être pas nécessairement postérieur à Apamée comme on l'avait pensé alors que

l'on datait, en suivant A. Rehm, la convention aussi tard que 180 av. J.-C. ; — la mention de l'alliance avec Rhodes ; — les principes et la mise en pratique de l'isopolitie, avec les limitations particulières relatives à l'exercice de la garde militaire en ville et dans les forteresses extra-urbaines ; — les clauses sur l'exemption de taxes sur les biens circulant entre les deux territoires, en temps de guerre et en temps de paix, et sa probable contrepartie concédée par les Milésiens aux Hérakléotes, à savoir le prix égal (et non pas supérieur) du bac dans le golfe d'Ioniapolis pour les Hérakléotes ; — les dispositions relatives au litige territorial entre les deux cités, du côté de Myous, cité dont on a retracé les vicissitudes historiques depuis l'époque classique, comme du côté d'Ioniapolis. On a souligné les subtilités de la nomenclature des différentes catégories de terres chez les Milésiens et les Hérakléotes et on a discuté le terme ΟΡΟΦΥΑΚΕΣ, gardes des montagnes ou gardes des frontières, *pace* L. Robert. On a éclairé la mention de « drachmes rhodiennes anciennes » (l. 97-98) à la lumière des émissions monétaires dans la région, et notamment celles de Milet. On a d'autre part illustré l'intérêt économique de la région d'Ioniapolis et la question des voies de communication sur le territoire de Milet à la lumière d'une nouvelle inscription de Didymes, publiée par W. Günther, S. Prignitz, *Chiron* 46 (2016), 157-175 (*Bull.* 2017, 129), qui indique l'itinéraire suivi pour la livraison de blocs de marbre venu des carrières proches d'Ioniapolis.

Relevons une difficulté dans la définition de l'arbitrage qui devrait être rendu entre les deux cités, l. 84-86 : Milet et Héraclée se mettront d'accord pour faire venir d'une cité choisie d'un commun accord des δικαστάς, ὅσους ἂν κοινή<ι> φαίνηται, οἵτινες ἐπὶ τοὺς τόπους παραγενόμενοι ποιήσονται τὴν ὑπὲρ τῶν ἀμφισβητουμένων κρίσιν, ἐκάτερον ἐν τῷ ἐνιαυτῷ τῷ μετὰ στεφανηφόρον Μένανδρον. Le mot ἐκάτερον désigne-t-il donc les deux objets du litige (cf. l. 78-83), sans cependant qu'il ait un lien syntaxique précis avec le reste de cette proposition ? Et prévoyait-on que le jugement soit rendu *obligatoirement* l'année suivant celle de la convention, soit au moins 12 mois plus tard ? On peut se demander s'il n'y a pas une faute de gravure ou un lapsus, ἐκάτερον ayant été écrit à la place d'ἑσχα<τ>ον : pareille formulation, qui trouve son exact parallèle à la l. 98 (pour des parallèles, voir J. et L. Robert, *Fouilles d'Amyzon en Carie* [1983], 213), indiquerait que le jugement devait être rendu « *au plus tard* » dans l'année suivante, mais pas nécessairement seulement alors : le jugement pouvait donc par conséquent être rendu éventuellement plus tôt, ce qui aurait été dans l'intérêt même des deux parties, puisque leurs récoltes dans les zones en litige devaient être mises sous séquestre « jusqu'au jugement » (l. 86-87).

On a enfin étudié le traité de paix entre Milet et Magnésie du Méandre, *Milet I* 3. *Das Delphinion* (1914), n° 148. On a commenté la composition, sans parallèle dans l'histoire de l'arbitrage international en Grèce, du tribunal, formé de délégués de 13 États différents. L'identité de ces arbitres a été détaillée et au besoin discutée, à la lumière entre autres des remarques critiques à ce sujet de L. Robert et de M. Errington, que n'a pas complètement prises en considération la récente reproduction de l'inscription dans les *I. Priene* (2014) n° T3 (e.g. pour le représentant du *koinon* d'Achaïe l. 18). D'autre part, en deux passages, l'établissement du texte doit être discuté : l. 46-47 les éditions successives ont présenté τρὸς[πο]ς <ὅς>τισποτεοῦν, en supposant un oubli dans le texte gravé au début de la l. 47. On pourrait plutôt éditer

τρό[πος]] [ό]στιςποτεούν, en supposant une lacune en fin de l. 46, tout comme c'est le cas des fins de lignes 43-45 et 47-51. Aux l. 59-60, la clause d'amnistie pour ceux qui ont participé à la guerre paraît ainsi libellée en son début : ὁπό[σ]οι δὲ στρατηγ[έ]ται ἢ ἐστρατηγήκασιν ἢ ἡγήνται ἢ συνηγήκασιν. Faut-il cependant admettre un substantif restitué στρατηγ[έ]ται, qui serait un *hapax* en ce sens et dans ce contexte ? N'attendrait peut-être pas plutôt alors ὁπόσοι τῶν στρατηγετῶν ? D'autre part, pourquoi réserver l'amnistie aux seuls « stratègétai » ? Et pourquoi dire des « stratègétai » qu'ils ont été stratèges, commandants et collaborateurs ? On pourrait se demander si l'amnistie ne concernait pas plutôt en réalité tous ceux qui ont combattu et donc songer à éditer ὁπό[σ]οι δ'ἐστράτευ[ν]ται (restitution inédite évoquée par P. Gauthier dans un cours à l'EPHE en 1989, d'après ses notes manuscrites) « tous ceux qui ont fait campagne ou qui ont été stratèges et commandants, etc. » ? Cependant, les photographies d'estampages reçues de l'Académie de Berlin ne permettent pas de confirmer cette proposition, qui doit rester hypothétique.

On a exposé les hypothèses à propos de la localisation du fleuve Hybandos, en lien avec Hybanda, ancienne île connue par Plin II 204, et l'Hybandis, contiguë à Myonte, où avaient été installés les Crétois, *Das Delphinion* (1914), n° 33d, en utilisant la discussion de L. Robert. On a poursuivi l'histoire de Myous, de sa *hiéra chôra* et des litiges avec Magnésie du Méandre et Héraclée du Latmos, de façon à démêler la chronologie des différends de Milet avec ses deux voisines orientales. Si la datation du traité dans la deuxième moitié des années 180, proposée en 1989 par M. E. Errington, avait emporté l'assentiment contre la datation en 196 remontant à A. Rehm, il y a maintenant toutes raisons de suivre M. Wörle, qui en 2004 a reconstitué l'histoire de la région entre Milet, Magnésie et Héraclée de la façon suivante : confisquée en 201 aux Milésiens (Polybe, XVI 24), Myous leur avait été rendue dès avant 188, année où les Milésiens demandèrent en outre et obtinrent des légats romains la terre sacrée (Polybe XXI 45, 6) qui sans doute s'y rattachait, avant que, en une troisième étape, cette terre sacrée ne fût utilisée comme argument pour revendiquer ensuite, contre les Héracléotes, la région montagneuse attenante, probablement en 184 ou 183. Ainsi, le traité fixant la frontière entre Milet et Magnésie suivant la rivière Hybandos serait bien la première traduction diplomatique au II^e s. de la reconquête par les Milésiens de leur marche nord-orientale, et ce dès l'automne 196 si l'on accepte la restitution convaincante à la l. 90 du traité de l'éponyme milésien Ménalkès (Wörle). Dans ce cas, la guerre entre Milet et Magnésie, antérieure au traité de 196, et qui avait nécessairement duré quelque temps, devrait en fait avoir commencé assez peu d'années après que les Milésiens s'étaient vu confisquer par Philippe V Myous au profit des Magnètes.

II. Inscriptions nouvelles ou révisées d'Asie Mineure hellénistique et impériale

A. De Byzance à Cyzique par Daskyléon-sur-Mer et Daskyléon

Plusieurs séances ont été consacrées à la géographie de la côte sud de la Propontide, aux dénominations des différentes régions antiques et aux possessions outre-Propontide de Byzance et de Chalcédoine. On a d'abord souligné l'impossibilité qu'il y

a à placer sur la carte de façon nette et stable les frontières entre Mysiens, Phrygiens et Bithyniens, tant les limites de « la Mysie », de « la Phrygie » et de « la Bithynie » ont varié suivant les sources et les époques, en particulier en fonction des extensions successives de la satrapie de Phrygie hellespontique, du royaume de Bithynie et de la province de Bithynie-Pont. On a étudié les possessions qu'avaient les deux colonies mégariennes, Byzance et Chalcédoine, entre Nicomédie et Cyzique, en particulier la pérée de Byzance outre-Propontide, mentionnée allusivement par Polybe IV 50 et 52. On a examiné la situation et le statut de Strobilos-Pylai dans la région de l'actuelle Yalova, en se fondant sur l'inscription *I. Apameia (Bithynien) und Pylai* 114, commentée par L. Robert, *Hellenica* VII 38-44, et sur la dédicace *SEG XLI* 1102 (dont les l. 9-12 n'ont jamais été démêlées jusqu'à présent). Ces deux inscriptions démontrent sans le moindre doute l'appartenance de cette région à Byzance à l'époque impériale.

Puis, progressant vers l'ouest, on a étudié la côte méridionale de la Propontide depuis Bryllion-Myrleia devenue ensuite Apamée (dite de Bithynie) jusqu'à la région de l'embouchure du Rhyndakos. De Trigl(e)ia-Tirilye proviennent les dédicaces *I. Apameia (Bithynien) und Pylai* 33-35, qui démontrent là une influence d'origine mégarienne, sans que l'on puisse cependant affirmer un rattachement à Byzance plutôt qu'à Chalcédoine, même si les commentateurs postérieurs à L. Robert (*Hellenica* VII 43) se sont départis de sa juste prudence sur ce point et ont sans barguigner choisi la première hypothèse (T. Corsten, *I. Apameia*, 47-48 et *EA* 12 [1988], 68; S. Mitchell, dans *The Customs Law of Asia* [2008], 179; S. Aybek, B. Dreyer, *Der Archäologische Survey von Apollonia am Rhyndakos* [2016], 48; T. Russell, *Byzantium and the Bosphorus* [2017], 105). Quant à Daskyléion sur la Propontide, appelée par les savants d'aujourd'hui Daskyléion-sur-Mer pour la distinguer de Daskyléion siège de la satrapie de Phrygie hellespontique maintenant située à Ergili près du lac Manyas, sa localisation même est depuis longtemps acquise par la persistance du toponyme à Eskel Limani, point de la côte situé entre Bryllion-Myrléa-Apamée (aujourd'hui Mudanya) et l'embouchure du Rhyndakos. Cela est d'ailleurs pleinement confirmé par l'énumération des stations douanières littorales dans la loi régissant la douane de la province d'Asie en 75 av. J.-C. (*The Customs Law of Asia* [2008], 34 l. 23) : par conséquent, Daskyléion-sur-Mer, loin d'appartenir alors au royaume de Bithynie, devait figurer dans cette énumération en tant que possession outremer, soit de Byzance, soit de Chalcédoine. Si cette conclusion est acquise depuis l'étude de T. Corsten en 1988, en revanche il demeure difficile d'expliquer et de situer chronologiquement la mention de Daskyleion comme « petit *polismation* sur le territoire de Bryllion » selon Stéphane de Byzance (B 181), dans une notice dont on ne sait si elle remonte en totalité (et donc y compris sur ce point précis) à Éphore. T. Corsten avait jugé en 1987 (*I. Apameia* p. 5) ce renseignement « wertvoll », pour cependant n'en plus piper mot dans son étude portant sur Daskyléion-sur-Mer (*EA* 12 [1988], 59).

De même, reste en réalité inexpiquée l'indication de Strabon, XII 8, 11 C 576, selon laquelle les Cyzicéniens possèdent « une partie du lac Daskylitis, tandis que l'autre appartient aux Byzantins ». À partir d'autres passages de Strabon sur l'extension que prit le territoire de Cyzique vers l'Est jusqu'à englober à l'époque de Strabon la région d'une Daskyléion qui doit selon toute logique être littorale (XII 8, 10 C 575 et XIII 1, 3 C 582), T. Corsten (*EA* 12 [1988], 65-69) avait voulu expliquer le premier

passage de Strabon en le corrigeant : la région partagée entre Cyzicéniens et Byzantins ne serait pas celle de la *limnè Dascylitis* (Manyas Gölü) au sud de Cyzique, près du site d'Ergili à l'intérieur des terres, mais en réalité une *chôra Dascylitis*, c'est-à-dire le territoire de Daskyléion-sur-Mer longeant la côte de la Propontide. Une fois corrigée de cette façon cette « erreur » de Strabon, on devrait comprendre que la Dascylitis, région littorale, fut partagée entre d'une part les Byzantins, qui pouvaient ainsi y accéder par voie de mer, et d'autre part les Cyzicéniens, dont l'expansion vers l'est au I^{er} s. av. J.-C. aurait dû en toute logique les conduire non seulement jusqu'au cours du Rhyndakos, mais aussi certainement sur la rive droite de celui-ci, vers la localité de Daskyléion-sur-Mer, voisinant là les Byzantins. Ainsi interprété, Strabon XIII 1, 3 C 582 impliquerait un contact direct entre le territoire oriental de Cyzique et la pérée de Byzance sur la côte sud de la Propontide. Cependant, comment concilier ce témoignage avec le fait qu'en 75 av. J.-C., aux termes de la loi de la douane d'Asie déjà citée, Apollonia du Rhyndakos, étant citée entre Daskyléion-sur-Mer et Cyzique, possédait une station douanière côtière sur l'embouchure du Rhyndakos (ce qui d'ailleurs confirme, soulignons-le, les considérations de L. Robert, *À travers l'Asie Mineure* [1980], 89-98, sur le territoire d'Apollonia et le Rhyndakos) ? L'existence même de ce port n'implique-t-elle pas celle d'une bande de terre appartenant à Apollonia et s'intercalant entre le territoire de Cyzique et la région de Daskyléion-sur-Mer ? On voit donc mal comment concilier la claire énumération des postes douaniers de cette loi avec les indications multiples de Strabon, si bien que le passage du livre XII 8, 11 C 576 sur la région partagée entre Cyzique et Byzance nous paraît toujours rester inexplicable, comme en avait d'ailleurs averti L. Robert, *Hellenica* VII 40 n. 4 (rien à ce sujet dans J. Teichmann, « Das Territorium der Stadt Kyzikos », dans *Studien zum antiken Kleinasien* [1991], 139-151, qui ne semble pas avoir tenu compte des études de T. Corsten, ni non plus dans A. Heller, « *Les bêtises des Grecs* » [2006], 71-75).

D'autre part, T. Corsten a tenté de confronter à ces passages peu clairs de Strabon l'indication de Pline l'Ancien (V 142), qui remonterait à l'époque d'Auguste, indication selon laquelle le Rhyndakos sert de limite entre la province d'Asie et celle de Bithynie. Ainsi, ce serait sous Auguste que la frontière occidentale de la Bithynie aurait été ramenée vers l'Ouest jusqu'au cours du fleuve, faisant ainsi perdre à Byzance Daskyléion-sur-Mer, ainsi englobée dans la province de Bithynie-Pont, tandis que Triglia, selon C. autrefois également byzantine (cf. *supra*), allait devenir possession de sa voisine orientale Apamée (*I. Apameia*, 48-49 ; *EA* 12 [1988], 68). Cependant, – et quelle que soit l'époque à laquelle renvoie Pline –, est-il certain que le Rhyndakos délimite alors la frontière de la Bithynie sur tout son cours et jusqu'à son embouchure dans la Propontide ? D'autre part, pour quelle raison le possible déplacement de la limite occidentale de la province de Bithynie impliquerait-il également un changement de rattachement de la région sur la rive droite du fleuve à un territoire *civique*, et en l'occurrence une séparation par rapport à Byzance ? Non moins fragile était l'hypothèse, certes très prudemment présentée par T. Corsten, que Daskyléion-sur-Mer aurait fini par disparaître au I^{er} s. apr. J.-C., absorbée dans le territoire de la nouvelle Kaisareia Germanicè (*EA* 12 [1988], 68 ; *EA* 15 [1990], 25 et 28), fondée entre 17 et 19 apr. J.-C., auquel elle aurait fourni le débouché maritime et le port qui manquaient à cette nouvelle cité fondée dans l'intérieur des terres.

Ces reconstitutions de l'histoire et de la géographie de la côte méridionale de la Propontide doivent maintenant être réexaminées à la lumière d'une inscription publiée par S. Aybek, B. Dreyer (éd.), *Der Archäologische Survey von Apollonia am Rhyndakos beim Uluabat-See und der Umgebung Mysiens in der Nordwest-Türkei 2006-2010*, Berlin, 2016, aux p. 49-51, 81-82 et photogr. pl. 24. C'est une stèle fragmentaire vue dans les environs d'Esence, près du site de Daskyléion-sur-Mer, que les éditeurs ont d'après l'écriture datée du II^e ou du III^e s. p.C. En fait, l'écriture pourrait indiquer une date nettement plus ancienne. On lit le début d'un décret, qui a été ainsi édité : ἐπὶ ἱερομνάμονος Ὀλυμπιόδωρου τοῦ Πρώτιος, Καρνείου, ἔδοξε τοῖς ἐνχωρίοις· ἐπειδὴ ὁ στραταγὸς ὁ ἐπὶ Καίσαρος Ἀρτεμῆς Σελιναντίου ἀναστραφεῖς ἐν ἅπασιν τοῖς κατὰ τὰν ἀρχάν ὀρθῶς καὶ δικαίως καὶ [δι]αλεγείας ταῖς παρακειμέναις πό[λεσι]ν ἀρμοζόντως τῇ ἀρχῇ διέ[νειμ]ε τὸ δίκαιον καὶ διδομέν[N]αι¹⁰[ς] ταῖς ν[ύ]ν ἐν τε ταῖς κρίσεσιν ἐννό[μοις] ἄξι[ον] ἐάντων παρείσχετο [καὶ .. τὰ κ]αταλελυμένα ἀπὸ πλεί[στων] ἐτῶν π[ό]τρια ἱερὰ τῶν δαμα[- - -]σθαι πλείσταν τε ¹⁵[- - -]α καὶ ἐπιμελεῖσθαι [- - -] τοῦ ναοῦ [- - -] τὰς φυλα[κὰς] - - -]ανα[- - -]ατα. Le texte appelle plusieurs remarques (voir déjà *Bull. ép.* 2017, 449) : on remarque que l'*honorandus* a pour patronyme Σελινάντιος, nom nouveau : est-il lié à un culte d'Apollon d'après les traditions mégariennes (cf. A. Robu, *Mégare...* [2014], 166-168)? — Faut-il admettre pour l'adverbe ἀρμοζόντως la forme ἀρμοζόντως? Ce serait, sur le modèle des futurs en -ξω et aoristes en -ξα, une forme en quelque sorte hyperdialectale, mais semble-t-il unique pour un adverbe. La photographie ne permet pas de vérifier en toute certitude cette lecture. — Aux l. 9-10, ce qui est édité paraît impossible en raison du non respect de la coupe syllabique et de la correction proposée : n'est-ce pas plutôt καὶ διδόμεν καὶ [5 l.]ν, ces deux lettres terminant peut-être un 2^e verbe à l'infinitif coordonné au premier, ayant pour objet commun τὸ δίκαιον? La restitution du verbe διέ[νειμ]ε est en tout cas très incertaine. — [τὰ κ]αταλελυμένα ἀπὸ πλεί[στων] ἐτῶν π[ό]τρια ἱερὰ τῶν δαμα[- - -] a-t-il trait à la restauration d'un culte ou de sanctuaires, liés à Déméter?

La langue même du texte, le *hiéromnamôn* éponyme, le *stratagos*, tout pointé vers Byzance, y compris également le mois Καρνεῖος : ce nom de mois, que les éditeurs de la nouvelle inscription ont dit pour Byzance « nicht uberliefert », était en réalité jusqu'ici attesté pour cette cité seulement par des sources latines médiévales, que K. Hanell avait d'ailleurs voulu corriger sur ce point (après A. Samuel, *Gr. and Roman Chronology* [1972], 89 et C. Trümpy, *Untersuchungen zu den altgriechischen Monatsnamen und Monatsfolgen* § 123, voir T. Russell, *Byzantium and the Bosphorus* [2017], 176) : la nouvelle inscription démontre maintenant que cette correction était sans fondement. On voit donc au total que, si cette stèle n'a pas été déplacée à une époque plus ou moins récente et si elle était bel et bien dans l'Antiquité érigée sur le site présumé de Daskyléion-sur-Mer, elle apporte, par ses caractéristiques dialectales et institutionnelles, la preuve définitive que la région d'Eskele Limani non seulement était dans la zone d'influence dialectale d'origine mégarienne, tout comme celle de Triglia, mais plus précisément dans la dépendance institutionnelle et politique de Byzance, qui y avait une pérée outre-Propontide, ici habitée par des ἐνχώριοι. Il faut souligner que, parmi les termes désignant les habitants ou exploitants des différentes possessions plus ou moins lointaines de Byzance au fil de son histoire (*damos*, *géorgoi*, *katoikountes*, *komètai*, *laoi*), figurait déjà également la dénomination ἐνχώριοι dans

une inscription de Sélymbria, *I. Byzantium* S24 : εἰσευπορηκότα δὲ καὶ [π]οθόδους τοῖς ἐγγύροις [- -], où la restitution [θεοῖς] jadis proposée pour la lacune finale n'est peut-être pas de mise.

Est ainsi pour la première fois démontré que Byzance avait une possession sur cette partie précise du littoral de la Propontide, et ce sans doute au 1^{er} s. p.C. C'est en effet ce qu'indiquent les formes des lettres gravées et la datation de la stratégie d'Artémès sous un Καῖσαρ, éponyme qui, mentionné sous ce seul nom, pourrait se placer, semble-t-il, au début de l'Empire, avant que les Byzantins aient fréquemment nommé comme éponymes des Empereurs (Domitien pas moins de cinq fois ; cf. T. Boulay et A.-V. Pont, *Chalkêtôr en Carie* [2014], 83-113). Il faut donc retoucher la reconstitution de l'histoire de Daskyléion et de Kaisareia Germanicè qu'avait esquissée T. Corsten, supposant la disparition de la première au profit de la seconde, et se demander quelles étaient « les cités » avec lesquelles le stratège entra, à la satisfaction apparente des ἐγγύριοι, en pourparlers ([δι]αλεγεις ταῖς παρακειμέναις πό[λεσι]ν, restitution qui paraît peu contestable). S'agirait-il d'aventure de Cyzique, dont le territoire avait peut-être voisiné celui de Daskyléion-sur-Mer avant que les vicissitudes de son statut vis-à-vis des Romains (perte de la liberté en 20 a.C., retour en grâce en 15 a.C., puis perte définitive de la liberté en 25 p.C.) n'eussent pour hypothétique conséquence une réduction de son territoire (cf. J. Teichmann, *loc. cit.*) ? Ou bien était-ce Apollonia du Rhyndakos ? Une des autres cités concernées était peut-être justement dès lors la toute proche Kaisareia Germanicè, dont la fondation pourrait avoir menacé leurs voisins septentrionaux sur la côte de la Propontide. Enfin, y aurait-il quelque rapport entre ces conflits de voisinage et le possible déplacement de la limite de la Bithynie en direction de l'Ouest, qui paraît ressortir de Pline (V 142, cf. *supra* ; cf. aussi V 123, à propos du *conventus* d'Adramyttion) ?

On a poursuivi l'étude de la géographie historique de la région en étudiant « Une inscription de Daskyleion dans les carnets de Louis Robert. Publication provisoire », publiée par T. Corsten, *CRAI* 2016, 1185-1201. Exhumé par E. Akurgal sur le site d'Ergili-Daskyléion, le bloc scindé en différents fragments porte une inscription, gravée en plusieurs phases et datée de différents hipparques éponymes de Cyzique. L'intitulé premier nomme les [χ]ωρεῖται (« villageois »), terme dont on a commenté les autres attestations dans la région, peut-être sur le territoire de Cyzique. De la liste nominative dressée à la suite de cet intitulé on a analysé l'onomastique, qui révèle la présence, à côté des Grecs d'origine locale, de quelques Romains et de Grecs dotés de la citoyenneté romaine, dont deux Caii Iulii, et les possibles recoupements prosopographiques, si bien que se pose la question de la chronologie de ces listes par rapport à l'absorption de Daskyléion dans Cyzique, que l'on déduit de Strabon XII 8, 11 C 576. Cette absorption remontait-elle haut dans l'époque hellénistique, ou daterait-elle seulement de l'époque des listes maintenant publiées, sans doute le 1^{er} s. av. J.-C. ? Autrement dit, les « villageois » de Daskyléion devenaient-ils à la faveur de ce recensement citoyens de Cyzique, suivant une très prudente indication de L. Robert reprise par T. Corsten ? On a joint à l'étude celle de la dédicace d'un phourarque à Ergili-Daskyleion, publiée par L. et J. Robert, *JSav.* 1976, 232-234 (= *OMS* VII 376-378), qui paraît indiquer le rattachement du site à Cyzique, à une époque qu'il n'est malheureusement pas possible de préciser dans l'époque « hellénistique ». Voir sur l'inscription une analyse plus complète dans *Bull. ép.* 2018, 369.

B. *Gymnasiarques à Limyra à l'époque impériale*

On est ensuite passé à l'étude de nouvelles inscriptions de Lycie, en commençant par Limyra, dont on a retracé l'histoire lycienne, grecque, puis romaine à travers les documents écrits et les sources archéologiques, et en dressant également le bilan de ce que jusqu'à présent nous savions sur la présence romaine en Lycie au 1^{er} s. av. J.-C. et au début de l'Empire. Sur cette question, un éclairage nouveau est apporté par la première des dédicaces pour des gymnasiarques publiées par M. Wörrle, *Chiron* 46 (2016), 403-451 : « Epigraphische Forschungen zur Geschichte Lykiens XI. Gymnasiarchinnen und Gymnasiarchen in Limyra » (*Bull. ép.* 2017, 522). C'est une large base portant une dédicace pour Χρυσῷ Ἀρτεμοῦς, datant de la première moitié du 1^{er} s. apr. J.-C. On a étudié les femmes gymnasiarques, notamment les autres Lyciennes postérieurement attestées dans cette fonction, et d'autre part en Asie Mineure, Chrysô apparaissant comme pionnière en ce domaine. On a commenté l'administration de la bienfaitrice et discuté l'établissement du texte à la ligne I 5 (ΤΩΝ γαιῶν καὶ δικαίωσιν ὧν[ν]), où font difficulté la syntaxe et la nécessaire restitution d'un verbe. On a enfin étudié le rôle des *néoi* et de la *gérousia* en Lycie, puis la mention des Πρωμάιοι, groupe dont en Lycie c'est la première attestation, qui éclaire à la fois la *stasis* anti-romaine ayant provoqué la réduction de la Lycie en province, et le contexte local du cénotaphe de Gaius César, mort en 4 p.C. à Limyra même (cf. *Bull.* 2017, 522).

C. *Pirates, rançon et finances à Téos à la haute époque hellénistique*

Comme P. Gauthier il y a plus de vingt ans (*Annuaire EPHE* 1995-1996 [1997], 91), on a consacré plusieurs séances à l'inscription de Téos qui montre la cité, victime d'une attaque de pirates, prenant les mesures financières en vue du paiement de la rançon nécessaire à la libération de ses otages. En effet, L. Meier, *Chiron* 47 (2017), 115-188 : « Der sogenannte Überfall auf Teos und die Diadochen: Eine Neuedition der Inschrift SEG 44, 949 », a procuré une édition revue et commentée du document, dont l'édition *princeps*, due à S. Şahin, *Ep. Anat.* 23 (1994), 1-36, avait été analysée et déjà corrigée par P. Gauthier, *Bull.* 1996, 353 ; cf. aussi *SEG* 44, 949. L. Meier a pu établir le caractère original du monument, fait probablement de plusieurs orthostates juxtaposés, dont le seul parvenu jusqu'à nous portait trois textes conservés : la fin d'un décret gravé *stoichèdon*, un décret de 50 lignes et une liste de prêteurs. On a examiné en détail cette nouvelle édition avec l'aide de P. Hamon (professeur à l'université de Rouen), qui a conduit l'une des trois séances consacrées à ce dossier. L'un des mérites de L. Meier est d'avoir reconnu que le texte I était gravé *stoichèdon*, ce qui est un argument fort en faveur d'une datation haute, sans doute pour l'ensemble, si les textes II et III forment bien avec le texte I un dossier se rapportant à la même affaire. Les autres indices chronologiques avancés par L. Meier, la mention de monnaies *chrysoi* et de drachmes d'Alexandre, et l'hypothétique mention d'un roi, qui serait Démétrios Poliorcète, demeurent fragiles. On a examiné en détail la possible teneur du décret I, relatif à l'utilisation de fonds et à leur gestion par les magistrats. Pour organiser le paiement de la rançon aux pirates, il semble d'après le décret II qu'ait été prévu un ensemble d'opérations : non pas une *eisphora*, comme l'a pensé L. Meier, mais un emprunt fait par la cité auprès des particuliers, rémunéré à 10 %, ainsi que

l'avait déjà indiqué P. Gauthier, à faire contracter dans les trois jours, et alimenté par tout ce que chaque particulier pouvait remettre en métaux précieux, monnayés et non monnayés, et autres objets précieux. Ce n'était pas donc un emprunt forcé, comme l'a bien montré Meier. Cet emprunt devait être suivi dès après le départ des pirates d'une *timèsis* générale des citoyens et résidents, sans doute destinée à renforcer les garanties offertes aux prêteurs. P. Hamon a discuté dans le détail l'établissement du texte et les restitutions de L. Meier et on en trouve le résultat dans *Chiron* 48 (2018), 333-374 : « Tout l'or et l'argent de Téos : au sujet d'une réédition des décrets sur les pirates et l'emprunt public pour la libération des otages », article où P. Hamon donne une nouvelle édition commentée de l'ensemble (cf. *Bull. ép.* 2018, 377).